

POUR UN AVENIR DE LA PRESSE EN PACA

• Marseille, le 18 juillet 2019

Réunis ce jour, les représentants des syndicats FILPAC CGT du groupe *Nice-Matin*, de *la Provence*, de *la Marseillaise*, du Livre de Vitrolles et de la SAD de Marseille ont fait le point sur les récentes évolutions plus qu'inquiétantes de leurs entreprises respectives. Cette réunion s'est tenue en présence des représentant.e.s des Unions départementales des Bouches-du-Rhône, des Alpes-Maritimes, de la Région CGT et de la Fédération.

La bataille engagée entre les milliardaires Niel et Safa pour la prise du capital du groupe *Nice-Matin* et d'une partie de la Provence symbolise tout l'intérêt que porte les grandes fortunes à ce quatrième pouvoir qu'est la presse.

Personne n'est dupe que ces prises de participations se font à l'aube d'échéances municipales très tendues à Nice comme à Marseille entre les représentants de la droite de LREM et de LR.

La CGT refuse de se prononcer sur tout choix politicien entre milliardaires soutenant tel ou tel courant.

Elle se prononce à partir du contenu des offres des futurs actionnaires et de leurs répercussions sur le maintien de l'emploi et des statuts des personnels en place, le développement des titres, l'indépendance éditoriale et les investissements industriels.

C'est sur ce seul contenu et non sur des intentions qu'elle se prononce ; et c'est ce que les salarié.e.s actionnaires de la SCIC du groupe niçois ont voté vendredi dernier.

Personne n'est dupe que ces prises de participations se font à l'aube d'échéances municipales très tendues à Nice comme à Marseille entre les représentants de la droite de LREM et de LR.

Mais, quelle que soit l'évolution du conseil d'administration du groupe *Nice-Matin* et de *la Provence*, la problématique de la presse en région PACA, des centres d'impression et de la distribution demeure plus que préoccupante.

Les risques sont réels de voir disparaître, à court terme, un certain nombre de titres régionaux et locaux si rien n'est entrepris. La remise en cause fin juillet par la majorité LREM au parlement de la loi Bichet va accélérer le processus de concentration des titres de presse.

Il est urgent d'établir un plan de filière concernant l'information locale et régionale en Provence-Alpes-Côte d'Azur, partant du point de vente et du portage des titres jusqu'à leur structure éditoriale et aux pigistes.

Les pouvoirs publics régionaux, départementaux et locaux ainsi que les éditeurs, quelle que soit leur taille, doivent en être partie prenante y compris financièrement.

Une assemblée générale des syndiqué.e.s de l'ensemble des titres et des entreprises représentés ce jour sera convoquée courant septembre pour débattre de ce plan de filière pour le futur de la presse en PACA.

Cette assemblée déterminera les modalités de mobilisation nécessaires à l'obtention d'un tel plan régional de développement du pluralisme de l'information.

L'indépendance de la presse est une condition majeure de l'existence de la démocratie.

Chacun a pu le constater encore récemment.

Cette indépendance repose sur les conditions de travail, d'emploi et des statuts de celles et de ceux qui produisent et diffusent la presse écrite.

La CGT est plus que jamais déterminée à promouvoir le pluralisme des idées et de l'information.

Rendez-vous en septembre pour bâtir un plan d'avenir de la Presse en PACA! •